

Lisez à propos des améliorations de la responsabilisation municipale, la rentrée scolaire, et plus encore dans le e-bulletin d'août.

[View this email in your browser](#)



Twitter



Facebook



LinkedIn

L'OMBUDSMAN SE DIT ENCOURAGÉ PAR L'AMÉLIORATION DE LA RESPONSABILISATION MUNICIPALE



L'Ombudsman Paul Dubé et des membres de notre personnel à notre kiosque, lors de la conférence

annuelle de l'Association des municipalités de l'Ontario, à Ottawa le 20 août.

Dans moins de deux mois, il y aura des élections locales en Ontario, le 22 octobre – elles verront sans aucun doute entrer en fonctions des centaines de nouveaux membres de conseils municipaux et de conseillers scolaires – et dans quelques mois, des modifications à la *Loi de 2001 sur les municipalités* entreranno en vigueur.

De nombreuses municipalités s'apprêtent également à nommer des commissaires à l'intégrité locaux et à rédiger des codes de conduite avant le 1^{er} mars 2019, pour satisfaire aux nouvelles exigences de la Loi. « Les municipalités font face à des préoccupations tout à fait uniques en termes de transparence et de responsabilisation », a déclaré l'Ombudsman Paul Dubé lors de la [conférence annuelle de l'Association des municipalités de l'Ontario \(AMO\)](#) à Ottawa, plus tôt ce mois-ci, quand il a rencontré divers intervenants municipaux. « Il est très encourageant de voir davantage de codes de conduite, de commissaires à l'intégrité et d'ombudsmen mis en place au palier local. »

Chargé de surveiller plus de 400 municipalités dans la province, l'Ombudsman s'efforce d'être une ressource précieuse pour les décideurs de politiques locaux, en leur offrant des ressources adaptées, des pratiques exemplaires et des recommandations sensées pour améliorer la transparence et la gouvernance.

À la conférence de l'AMO, des conseillers et des employés municipaux, et d'autres intervenants locaux, ont exprimé leurs préoccupations à l'Ombudsman et à son personnel, sur les problèmes auxquels font face les petites et les grandes municipalités, rurales et urbaines – concernant de multiples sujets, du coût de maintien en poste d'un commissaire à l'intégrité jusqu'au respect des règles de procédure lors des réunions des conseils. Comme toujours, nous sommes arrivés bien préparés à partager nos ressources et notre documentation, dont notre série de [cartes-conseils](#) qui sont très demandées (plusieurs conseillers et greffiers nous ont dit qu'ils gardent un jeu de ces cartes dans leur tiroir, leur mallette ou leur cartable) et les nouvelles versions imprimées de nos récents rapports d'enquête sur des municipalités, [Pause-Presse](#), [Règlement-Surprise](#) et [Rencontre au comptoir](#).



Le personnel de l'Ombudsman partage des ressources pour les municipalités à son kiosque lors de la conférence de l'AMO.

Les conseillers et les employés municipaux pourront bientôt avoir à portée de la main une nouvelle ressource de l'Ombudsman, car la création d'une base de données consultable de nos rapports de réunions publiques sera bientôt terminée. Une fois prête, cette compilation en ligne permettra aux utilisateurs de trouver rapidement et facilement des exemples montrant comment appliquer les différentes exceptions de la Loi sur les municipalités aux réunions à huis clos. Entre-temps, tous nos rapports d'enquêtes sur les réunions publiques sont consultables sur la page de notre site Web consacrée aux rapports – il vous suffit de filtrer votre recherche par année et de sélectionner le sujet « Réunions municipales ».

« Nous continuons de voir des améliorations en termes de transparence et de responsabilisation au niveau local », a déclaré Paul Dubé. « Notre personnel répond régulièrement aux questions des greffiers et des conseillers municipaux au sujet des règles à appliquer, et nous continuerons de le faire durant cette prochaine phase de changement. »

RENTRÉE SCOLAIRE



L'été touche à sa fin et l'année scolaire va bientôt commencer! C'est une période passionnante pour des milliers d'élèves partout en Ontario. Ici, à Ombudsman Ontario, les conseils scolaires et les universités restent une priorité, alors que nous continuons de régler les problèmes et les préoccupations d'élèves et de parents.

À ÉTUDIER : RAPPEL SUR LA SURVEILLANCE DE L'OMBUDSMAN

La surveillance de l'Ombudsman a été élargie pour inclure les conseils scolaires en septembre 2015, puis les universités en janvier 2016. Depuis, nous avons reçu près de 2 600 plaintes sur des conseils scolaires et presque 700 sur des universités. (Nous recevons aussi des plaintes sur les collèges d'arts appliqués et de technologie, qui font partie de notre mandat depuis toujours).

En 2017-2018, la plupart des plaintes que nous avons reçues à propos des conseils scolaires concernaient les actions du personnel des conseils, ou le niveau de services offerts par les conseils aux élèves ayant des besoins particuliers – mais nous avons répondu à toutes sortes de questions sur les conseils scolaires et les services aux élèves. Dans un cas, un père a tenté de passer prendre ses enfants à la sortie d'un programme après l'école, mais il ne les a pas trouvés sur les lieux. [En savoir plus sur ce cas, ici.](#)

Pour les universités, les plaintes les plus courantes que nous avons reçues l'an dernier concernaient les appels académiques. Ainsi, nous sommes intervenus alors qu'un étudiant risquait de se voir radier de son programme car son appel académique était bloqué. [Voyez comment nous l'avons aidé, ici.](#)

EFFORT D'ÉQUIPE : RÉGLER LES PROBLÈMES ENSEMBLE

Quand nous recevons une plainte au sujet d'une université ou d'un conseil scolaire, notre objectif est de résoudre le problème de la manière la plus rapide et la plus informelle possible. Généralement, il nous suffit de mettre en rapport les gens concernés et de travailler pour trouver une solution directe et pratique. Il est très rare que nous devions ouvrir une enquête officielle! Une fois qu'un problème est résolu, il peut souvent valider les

processus déjà mis en place par une université ou un conseil scolaire.

Notre Bureau a réglé des milliers de cas et a effectué une enquête sur un conseil scolaire, concernant [les perturbations et les problèmes d'autobus scolaires à Toronto durant l'année scolaire 2016-2017](#).

REGARDEZ ET APPRENEZ : CONSEILS SCOLAIRES

L'Ombudsman Paul Dubé et avocat-conseil Jean-Frédéric Hübsch présentent une webinaire sur notre surveillance des conseils scolaires. [Regardez davantage](#).



REGARDEZ ET APPRENEZ : UNIVERSITÉS



Les avocates générales Wendy Ray et Laura Pettigrew ont pris la parole à la conférence annuelle de l'Ontario University Registrars' Association. Elles ont expliqué comment le Bureau de l'Ombudsman effectue la surveillance des universités, et à quoi il faut s'attendre quand l'Ombudsman appelle. [Regardez davantage](#) (en anglais seulement).



OMBUDSMAN'S SUMMER MESSAGE

MESSAGE D'ÉTÉ DE L'OMBUDSMAN

Dans son message de l'été, l'Ombudsman revient sur plusieurs mois très occupés et mouvementés, avec des événements comme la parution de son rapport annuel 2017-2018 et son enquête municipale qui a conclu qu'un conseil régional avait enfreint les droits d'un journaliste. L'Ombudsman reconnaît aussi les répercussions des problèmes de santé mentale sur la population de l'Ontario et partout dans le monde.

"Pourtant, un sujet commun se retrouve dans tous les aspects de notre champ de compétence, et c'est la prévalence des problèmes liés à la santé mentale," écrit l'Ombudsman. "Ainsi, des familles qui ont du mal à obtenir des services de soutien en santé mentale pour leurs proches s'adressent régulièrement à notre Bureau."

[Lisez plus](#)

[Portez plainte ou contactez nous en ligne](#)

L'Ombudsman est un officier indépendant de l'Assemblée législative de l'Ontario, chargé de surveiller les organismes du gouvernement provincial ainsi que les municipalités, les universités et les conseils scolaires. L'Ombudsman Paul Dubé a commencé son premier mandat quinquennal le 1er avril 2016.

Copyright © 2018 Ombudsman Ontario, All rights reserved.

Want to change how you receive these emails?
You can [update your preferences](#) or [unsubscribe from this list](#)